

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC IDF

3/5 RUE PASCAL
93120 La Courneuve

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2025/AE/N°518
Code AIOT : 0007403814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement PAPREC IDF implanté 21 RUE DE LA PIERRE FITTE 94290 Villeneuve-le-Roi. L'inspection a été annoncée le 16/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DRIAT Ile-de-France a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « équipements sous pression ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing. Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression dans les ICPE et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des réceptifs à pression simples.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site,

exigée au point III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site deux équipements.

La visite a comporté une inspection visuelle des équipements, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de leur dossier d'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC IDF
- 21 RUE DE LA PIERRE FITTE 94290 Villeneuve-le-Roi
- Code AIOT : 0007403814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC Île-de-France Sud exploite à Villeneuve-le-Roi, au 21 rue de la Pierre Fitte, des installations de tri de déchets non dangereux provenant d'activités économiques et industrielles. Elle emploie 110 personnes. La société PAPREC assure également auprès de ses clients des activités de location de bennes vides et de collecte de bennes pleines.

Le site comprend deux bâtiments fermés et un hangar dans lesquels sont réalisées les activités suivantes :

- Bâtiment 1 « déchets valorisables » : les papiers et cartons sont triés par qualité à l'aide d'engins et de trieurs au sol, puis compactés à l'aide de 2 presses/broyeurs pour être envoyés vers les filières de recyclage correspondant à chaque qualité de papiers et de cartons triés. De plus, le bâtiment reçoit les déchets d'activités économiques et industrielles. Il comprend une chaîne de tri permettant de séparer papiers, cartons, plastiques, bois, ferrailles.
- Bâtiment 2 « déchets non valorisables » : le bâtiment comprend une chaîne de tri des déchets encombrants collectés par les mairies ou autres collectivités locales.
- Hangar : il accueille les bobines et bobinots de papier provenant des imprimeurs. L'exploitant découpe les bobines pour séparer d'un côté le papier (chute de bobine de rotative) et de l'autre le mandrin (= bobinot) en carton. Le papier et le carton ainsi séparés sont envoyés vers des installations de recyclage.

PAPREC effectue également sur son site du transit de verre (1 alvéole) et de déchets verts (1 alvéole).

Les installations sont classées administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature

des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubriques	Libellé	Volume d'activités	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	800t/j	A
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³	800m ³	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à	6800 m ³	E

	textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure à 300m ³		
1435-3	Stations-service: installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20000 m ³	1800 m ³	DC
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure ou égale à 100m ³ mais inférieure à 1000m ³	Déchets verts : 200 m ³ Refus de tri : 700 m ³ Total: 900 m ³	DC

--	--	--	--

Les activités de l'établissement PAPREC sont réglementées par les arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral n° 2001/2544 du 17 juillet 2001 portant autorisation d'exploitation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement par la S.A. "2 P RECYCLAGE", d'un centre de collecte des déchets industriels banals et de l'extension de ses activités de collecte et mise en balle de déchets en papiers et cartons exercées à VILLENEUVE-LE-ROI, 21, avenue de la Pierre Fitte ;
- Arrêté préfectoral n° 2005/4364 du 15 novembre 2005 portant réglementation complémentaire d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exploitées à VILLENEUVE-LE-ROI, 21, avenue de la Pierre Fitte par la Société " PAPREC S.A. - Établissement P RECYCLAGE.
- Arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	1 mois
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
5	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
6	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit procéder à la mise à jour de sa liste des équipements sous pression afin d'y rajouter l'ensemble des équipements concernés (ex : chaudière) ainsi que les mentions obligatoires conformément au point III de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 [TREP1723392A]. Il doit également procéder à la requalification périodique de son compresseur SIAP, de référence 04281.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué en date du 17 décembre 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une liste de ses équipements sous pression, où il est mentionné uniquement les compresseurs ; - une liste de ses systèmes de climatisation ; - un bon d'intervention concernant une chaudière.

Au cours de l'inspection, l'exploitant a mentionné que les équipements font l'objet d'un suivi par le logiciel interne GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur).

Les listes communiquées par l'exploitant ne font pas mention de toutes les informations obligatoires, de même que dans le logiciel GMAO, à savoir :

- le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) ;
- la date de la dernière inspection périodique (JJ/MM/AAAA) ;
- la date de la prochaine inspection périodique (JJ/MM/AAAA) ;
- la date de la dernière requalification périodique (JJ/MM/AAAA) ;
- la date de la prochaine requalification périodique (JJ/MM/AAAA).

La chaudière doit être rajoutée sur la liste des ESP. Par ailleurs, l'inspection rappelle que pour les systèmes frigorifiques, le CTP (Cahier Technique Professionnel) prévoit la précision des informations complémentaires suivantes :

- le numéro de fabrication ;
- l'année de fabrication ;
- la pression de sortie PS.

Par conséquent, l'exploitant est non-conforme au point III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions du point III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé et en particulier, il doit mettre à jour la liste de ses ESP afin d'y intégrer l'ensemble des équipements concernés et y rajouter les mentions obligatoires suivantes :

- le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) ;
- la date de la dernière inspection périodique (JJ/MM/AAAA) ;
- la date de la prochaine inspection périodique (JJ/MM/AAAA) ;
- la date de la dernière requalification périodique (JJ/MM/AAAA) ;
- la date de la prochaine requalification périodique (JJ/MM/AAAA).

Un modèle de liste ESP est annexé au présent rapport.

En ce qui concerne les systèmes frigorifiques, il doit également rajouter les éléments ci-dessous :

- le numéro de fabrication ;
- l'année de fabrication ;
- la pression de sortie PS.

L'équipement devra justifier de sa conformité à la prescription en communiquant à l'inspection sa liste de ses équipements sous pression fixes à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Les deux équipements sous pression faisant l'objet du contrôle sont les suivants :

- Compresseur de l'atelier, marque SIAP, référence 04281, mise en service en 2014, pression de service 11 bars, volume 500L ;
- Compresseur de la presse à carton, marque SIAP, référence 02280, mise en service en 2017, pression de service 11 bars, volume 500L.

L'exploitant a communiqué pour chacun de ces compresseurs, le dernier compte-rendu d'inspection périodique :

- Compresseur SIAP, référence 04281 : rapport d'inspection périodique n°100121198-001-1/374267 du 25/08/2023 réalisé par l'APAVE ;
- Compresseur SIAP, référence 02280 : rapport d'inspection périodique n°100121198-001-1/374268 du 25/08/2023 réalisé par l'APAVE.

L'échéance de réalisation de l'inspection périodique est respectée pour ces deux compresseurs. La périodicité de réalisation des inspections périodiques est portée pour ces équipements à tous les 4 ans maximum.

L'exploitant est conforme au point I de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs

observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

RAPPEL : Les deux équipements sous pression faisant l'objet du contrôle sont les suivants :

- Compresseur de l'atelier, marque SIAP, référence 04281, mise en service en 2014, pression de service 11 bars, volume 500L ;
- Compresseur de la presse à carton, marque SIAP, référence 02280, mise en service en 2017, pression de service 11 bars, volume 500L.

L'exploitant a communiqué pour chacun de ces compresseurs, le dernier compte-rendu d'inspection périodique :

- Compresseur SIAP, référence 04281 : rapport d'inspection périodique n°100121198-001-1/374267 du 25/08/2023 réalisé par l'APAVE ;
- Compresseur SIAP, référence 02280 : rapport d'inspection périodique n°100121198-001-1/374268 du 25/08/2023 réalisé par l'APAVE.

Les rapports susvisés ne comportent pas d'observations et les caractéristiques mentionnées sont concordantes avec les plaques d'identification des équipements.

L'exploitant est conforme à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique

Prescription contrôlée :

- I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

RAPPEL : Les deux équipements sous pression faisant l'objet du contrôle sont les suivants :

- Compresseur de l'atelier, marque SIAP, référence 04281, mise en service en 2014, pression de service 11 bars, volume 500L ;
- Compresseur de la presse à carton, marque SIAP, référence 02280, mise en service en 2017, pression de service 11 bars, volume 500L.

Le compresseur de marque SIAP, référence 02280 ne fait aujourd'hui pas l'objet de ce contrôle puisque la requalification périodique devra avoir lieu en 2027 (tous les 10 ans).

L'exploitant n'a pas présenté pour le compresseur de marque SIAP, référence 04281, le rapport de requalification périodique qui aurait dû avoir lieu en 2024. L'exploitant s'est aperçu le 17 décembre 2025 de cette erreur et a passé commande, auprès de l'organisme de contrôle APAVE, pour réaliser la requalification périodique le 31/12/2025 (bon de commande n°2025VLR-EXPLOIT486 communiqué à l'inspection).

<p>L'exploitant est donc à ce jour non-conforme au point I de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, en l'absence de requalification périodique réalisé pour son compresseur SIAP de référence 04281.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité avec le point I de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé et en particulier, il doit communiquer au plus vite à l'inspection le rapport de requalification périodique de son compresseur SIAP de référence 04281.</p> <p>Pour mémoire, au cas où, lors de cette requalification, une non-conformité est mise en évidence, l'équipement devra être mis hors-service. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>RAPPEL : Les deux équipements sous pression faisant l'objet du contrôle sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compresseur de l'atelier, marque SIAP, référence 04281, mise en service en 2014, pression de service 11 bars, volume 500L ; - Compresseur de la presse à carton, marque SIAP, référence 02280, mise en service en 2017, pression de service 11 bars, volume 500L. <p>Les plaques d'identification des compresseurs sont bien présentes sur les équipements et sont lisibles. Les informations mentionnées sont concordantes avec les informations mentionnées dans les rapports d'inspections périodiques ainsi que dans la liste des équipements sous pression.</p> <p>Les équipements sont en service et en bon état de fonctionnement (absence de déformation, de fuite, de corrosion), conformément à l'article R.557-14-2 du code de l'environnement.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
<p>Constats :</p> <p>RAPPEL : Les deux équipements sous pression faisant l'objet du contrôle sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compresseur de l'atelier, marque SIAP, référence 04281, mise en service en 2014, pression de service 11 bars, volume 500L ; - Compresseur de la presse à carton, marque SIAP, référence 02280, mise en service en 2017, pression de service 11 bars, volume 500L. <p>Les deux équipements sous pression sont équipés de soupapes. Celles-ci sont tarées au maximum à la pression de service, conformément au point I de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite